

**Mandat la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires**

REFERENCE :  
AL FRA 5/2020

15 janvier 2021

Excellence,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en ma qualité de Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, conformément à la résolution 44/5 du Conseil des droits de l'Homme.

A ce titre, je souhaite attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que j'ai reçues concernant le meurtre de deux journalistes français survenu au Mali en novembre 2013, Ghislaine Dupont et Claude Verlon. Veuillez noter qu'une lettre exprimant des préoccupations semblables sera envoyée au Gouvernement du Mali en temps voulu.

Madame Ghislaine Dupont était une journaliste grand reporter radio, spécialiste des questions africaines. Pendant une décennie, elle s'est consacrée à la République Démocratique du Congo, jusqu'au moment où elle sera interdite d'antenne en raison de ses reportages sur les nombreuses atteintes aux droits humains. Au moment de son meurtre en 2013, Madame Dupont avait été nommée conseillère éditoriale de la rédaction de Radio France Internationale. Monsieur Claude Verlon était un ingénieur du son spécialiste des reportages radio. Il fera toute sa carrière à Radio France Internationale. Responsable de nombreux reportages et missions sur le continent Africain, il a aussi enchaîné des reportages en zones de conflits dont le Kosovo, l'Afghanistan, l'Irak ou la Libye. Mme Ghislaine Dupont et M. Claude Verlon étaient reconnus comme des journalistes de terrain, expérimentés, aguerris aux situations difficiles, et capables de mener des directs complexes particulièrement sur les zones de conflit.

**A - ALLEGATIONS RECUES**

Selon les informations reçues :

**1. Kidnapping et Assassinats de Ghislaine Dupont et Claude Verlon :**

Madame Dupont et Monsieur Verlon, deux reporters de Radio France Internationale (RFI), travaillaient à la réalisation d'un reportage au Mali, dans la région du Kidal. Ils réalisaient des reportages sur la sécurisation et l'apaisement dans la région à l'approche des élections locales. Plusieurs responsables français et onusiens, diplomates et militaires, auraient donné leur accord en vue d'une participation aux émissions programmées à l'antenne de RFI, la semaine suivant leur arrivée à Kidal. Certaines des émissions en question devaient être animées, entre autres, par Mme Dupont sur place. La région étant peu sûre, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) les avait convoyés de Bamako à Kidal. A

aucun moment les autorités françaises avisées de ce reportage à Kidal ne se seraient opposées au départ des journalistes sur cette zone.

Le 2 novembre 2013, vers 13h10, Mme Dupont et M. Verlon ont été kidnappés dans la ville de Kidal. Ils se trouvaient alors en compagnie d'un tel Monsieur ■, représentant du Mouvement National de Libération de l'Awazad (MNLA), qu'ils interviewaient près de son habitation. A la fin de l'interview, Mme Dupont avait reçu un appel téléphonique assez bref. Elle aurait indiqué qu'il s'agissait d'un appel d'une organisation non-gouvernementale et aurait demandé à son interlocuteur où se trouvait le quartier de Triban. Elle aurait ensuite passé le téléphone à son chauffeur pour qu'il note les coordonnées de ce rendez-vous. Monsieur ■ aurait alors raccompagné les deux journalistes à sa porte.

Peu de temps après, M. ■ aurait entendu un bruit de bagarre dans la rue et aurait décidé d'aller voir ce qui se passait. C'est ainsi qu'il aurait vu un pick-up qui bloquait la voiture des deux journalistes français. Au moment où il serait sorti de son domicile, le chauffeur aurait dit à l'un de ses complices : "Al Hassan, emmène-moi A" alors que celui-ci lui avait au contraire demandé de rentrer chez lui. Un homme armé, en l'apercevant, aurait braqué son arme vers lui et lui aurait dit en langue Tamacheq : "retournes, retournes, rentres, rentres." C'est à ce moment-là que d'autres personnes seraient arrivées et lui auraient indiqué que le groupe Al-Qaeda in Islamic Maghreb (AQMI) était en train d'enlever les journalistes. Un témoin direct de l'enlèvement, aurait vu distinctement le chauffeur du pick-up puisque celui-ci lui aurait ordonné d'approcher et de lui donner son téléphone portable.

Mme Dupont et M. Verlon auraient été placés à l'arrière du véhicule pick-up qui aurait ensuite pris la direction du nord-est du pays, vers la frontière algérienne. Le fils de M. ■ aurait, pour sa part, suivi le pick-up jusqu'à la piste menant à Tin Essako avant d'abandonner la poursuite.

Mr. ■ serait rentré chez lui dans l'idée d'aller chercher une arme, avait entendu un coup de feu et avait décidé d'appeler immédiatement un responsable des forces armées sur place. Différentes sources font état de différentes personnes : il aurait appelé un représentant de SERVAL et/ou de la MINUSMA aux alentours de 13h15, probablement ■ du Bureau de la MINUSMA à Kidal, membre du personnel international.

Dans un premier temps la MINUSMA aurait pris en chasse les kidnappeurs, relayée à 7 kilomètres à l'Est de Kidal, par une unité des Forces Spéciales françaises qui auraient pris alors la poursuite des ravisseurs. Cependant, cette unité aurait suivi une mauvaise piste en prenant la chasse d'un autre pick-up.

Les Forces Spéciales françaises auraient été à leur tour relayées par le Détachement de liaison et d'appui (DLA) de l'armée française à Kidal sous le commandement du lieutenant-colonel ■. Celui-ci aurait été informé de l'enlèvement par le Commandant ■, aux alentours de 13h30. Vers 13h45, le commandant ■ l'aurait informé que les ravisseurs auraient pris la direction de Tin-Essako. Vers les 13h55, suite à l'obtention de l'ordre d'engager la poursuite, la DLA aurait pris la route des ravisseurs vers Tin Essako à l'Est.

La patrouille de six véhicules blindés de l'armée française sous le commandement de S. aurait repéré à 14h25, à 12 kilomètres de Kidal, deux corps, près d'un véhicule. A 14h50, la patrouille aurait constaté le décès de deux journalistes, après avoir sécurisé les lieux.

A l'intérieur du pick-up abandonné qui aurait servi à l'enlèvement, la patrouille DLA aurait trouvé, outre des téléphones portables, un sauf-conduit pour véhicule de particulier qui serait celui de son propriétaire, chef présumé du commando qui aurait procédé à l'enlèvement des deux français, [REDACTED].

En parallèle à la course poursuite, il semblerait qu'un officier de l'armée française faisant partie du bataillon Sénégalais (SENBAT) se serait rendu à la résidence de M. [REDACTED] afin d'obtenir plus d'informations sur ce qui s'y était passé. Il y aurait été rejoint par un enquêteur de l'Unité Constituée de Police (TOGO) et du personnel de l'opération de l'armée française SERVAL qui auraient évalué cette première scène de crime. Les effets personnels des journalistes, trouvés sur place, auraient été confisqués par la SERVAL.

À la suite du double meurtre, les forces SERVAL et SABRE auraient conduit des opérations de nuit comme de jour à l'aide de 9 hélicoptères de nuit et 6 en journée en soutien aux éléments motorisés de ces deux unités. Ces opérations auraient débuté dans la soirée du 2 Novembre et se seraient poursuivies pendant plusieurs jours en coordination avec des éléments de la MINUSMA (Bataillons Tchad en particulier).

Quatre jours après les meurtres, le 6 novembre 2013, le meurtre a été revendiqué par l'AQMI.

## 2. La course poursuite

Les autorités françaises auraient formellement affirmé à plusieurs reprises que les militaires seraient arrivés sur le lieu des événements après le décès des deux journalistes, sans jamais avoir eu de contact avec les preneurs d'otages.

Toutefois, la rédaction de RFI aurait affirmé, en juillet 2019, que la poursuite des ravisseurs aurait été menée par hélicoptère, ce qui aurait inquiété les ravisseurs et les auraient poussés à se débarrasser des journalistes. Par ailleurs, d'autres témoins suggèrent qu'un avion de l'opération Barkane aurait survolé la scène pendant ou peu de temps après le crime.

Ces deux allégations sont rejetées par les autorités françaises. Selon un article paru dans le Monde du 17 juillet 2020<sup>1</sup>, portant sur l'audition par le juge d'instruction du pôle antiterroriste du lieutenant-colonel [REDACTED], [REDACTED], ce dernier aurait déclaré qu'il n'y aurait pas eu d'hélicoptères des Forces Spéciales au moment de la poursuite, bien qu'il aurait demandé à sa hiérarchie un support aérien. En effet, selon son témoignage, lorsque la DLA aperçut le véhicule abandonné et les deux corps, les moyens aériens n'étaient toujours pas

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/17/meurtre-de-deux-journalistes-de-rfi-au-mali-en-2013-le-premier-temoignage-d-un-officier-francais\\_6046441\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/17/meurtre-de-deux-journalistes-de-rfi-au-mali-en-2013-le-premier-temoignage-d-un-officier-francais_6046441_3212.html)

en place, obligeant la DLA à procéder avec beaucoup de précautions compte tenu des risques de guet-apens. Un hélicoptère Tigre serait arrivé en renfort seulement 40 minutes après l'arrivée des forces françaises sur les lieux.

Un rapport de la SENBATT suggère aussi que les hélicoptères seraient intervenus après la découverte des corps des journalistes, afin de chercher la piste des ravisseurs. Il serait aussi rapporté qu'aux alentours de l'heure de l'enlèvement vers 13h30, un avion de la MINUSMA aurait décollé afin de d'amener des représentants onusiens sur les lieux<sup>2</sup>. D'autres témoins ont déclaré que deux avions seraient passés au même moment au-dessus de la même zone.

### 3. Scène du meurtre

Une fois sur les lieux, le DLA aurait sécurisé la scène du crime, ce qui aurait entraîné des modifications de celle-ci. Les militaires et policiers qui les ont suivis ont jugé que la scène du crime avait été largement souillée. Le véhicule abandonné par les ravisseurs aurait également été dégradé (Démarreur et colonne de direction).

Ce serait une équipe prévôtale française basée à Gao, arrivée sur la scène du crime dans la soirée, qui aurait procédé aux relevés dans la voiture. Des traces papillaires auraient été relevées sur la voiture elle-même (notamment sur les vitres) et fait l'objet, à la demande de la Justice, en février 2014, d'analyses par les services idoines de la police française. Elles ont notamment été comparées à celles des soldats français qui ont officiellement découvert les corps mais aucune concordance n'aurait été relevée. Certaines traces sont jugées inexploitable ; d'autres peuvent encore faire l'objet de comparaisons avec des traces que pourraient fournir les enquêteurs selon les avancées de l'enquête. Des empreintes auraient également été relevées sur les objets découverts dans la voiture et qui auraient révélé 9 profils génétiques masculins et 3 profils féminins.

Les constatations faites le soir même à 20h30 indiqueraient que la voiture des ravisseurs semblait en bon état de fonctionnement. Le démarreur aurait été verrouillé, les clés enlevées du tableau de bord. Le compteur kilométrique affichait 90968 kilomètres. Le véhicule semblait pourvu de deux réservoirs à essence ; le réservoir principal affichait les trois quarts plein, le second le plein. Dans le dessein de conduire la voiture afin de la stationner au camp à Kidal, les membres de la Force Serval auraient forcé le démarreur. Ce dernier aurait été brisé ; la colonne de direction également. Le véhicule semblait néanmoins en bon état de marche ; lorsque la voiture aurait été démarrée, ses feux fonctionnaient normalement.

Plus tard, les militaires français auraient suggéré que le véhicule serait tombé en panne, et que les kidnappeurs auraient pris la fuite à pied après avoir exécuté

<sup>2</sup> [REDACTED] se trouvait à Kidal le 2 novembre 2013 dans le cadre de la visite effectuée par le Conseiller militaire de Monsieur [REDACTED], le [REDACTED]. Le Général [REDACTED] était aussi présent. Il a été informé de l'enlèvement peu avant le décollage de l'avion qui ramenait leur délégation vers Gao, vers 13h30 à l'aéroport de Kidal. Aussitôt après avoir reçu cette information, il a donné l'ordre de fermer les sept checkpoints autour de Kidal, qui sont tenus par la MINUSMA.

leurs victimes. Un examen mécanique du pick-up, réalisé avec l'assistance d'un mécanicien de la force Serval, aurait établi qu'il aurait probablement été abandonné en raison d'un problème d'embrayage et de perte de puissance du moteur.

#### 4. Les causes des décès

Un médecin de la DLA aurait constaté le double décès vers les 14h50 et aurait fait les premières constatations. Plus tard, les corps des victimes auraient été déposés, chacun dans un double sac mortuaire. Les dépouilles auraient été chargées à bord d'un van pour être transportées à Kidal, puis acheminés par hélicoptère à Gao.

Les premières constatations, suivies des autopsies, radiographies et analyses pratiquées dans les semaines qui ont suivi ont permis d'établir les causes des décès. Mme Dupont aurait été tuée par trois passages de projectile (au niveau de la poitrine à hauteur de l'épaule droite, et au niveau de l'oreille droite). Le corps de M. Verlon aurait présenté 7 impacts de balle. Ses poignets auraient été ligotés.

Selon les informations disponibles, rien ne permettrait de suggérer que les victimes aient été tuées au cours d'échanges de coups de feu. Les rapports de la scène de crime et de l'autopsie indiquent que les victimes auraient été tuées à bout portant par le même type d'arme, des fusils d'assaut Kalashnikov<sup>3</sup>. Cinq étuis de calibre 7,62 auraient été découverts à proximité des dépouilles.

#### 5. Une enquête à dimension internationale

Ces événements feraient l'objet d'une investigation par les autorités françaises qui serait toujours en cours au Tribunal de Paris, section anti-terroriste. Deux juges d'instruction se sont suivis en charge du dossier jusqu'à présent. L'enquête s'est aussi caractérisée par une dimension internationale, dans la mesure où les autorités judiciaires françaises ont fait appel, dès janvier 2014, à l'entraide pénale internationale à destination des autorités judiciaires maliennes, quant à l'enlèvement et la mort des deux ressortissants français en relation avec une entreprise terroriste.

Cette entraide judiciaire serait régie par le traité de 1962 portant sur la coopération en matière de justice entre la France et le Mali. Depuis son adoption, l'application de ce traité aurait permis la participation active d'enquêteurs français à des enquêtes sur le territoire malien, y compris dans le cadre de commissions rogatoires.

Les autorités judiciaires françaises auraient aussi fait effectuer une demande complémentaire d'assistance auprès de l'Organisation des Nations Unies. De leurs côtés les autorités Maliennes enquêteraient elles aussi sur le meurtre. Les Nations Unies auraient également diligenté une investigation interne, au moment des faits et en 2017.

---

<sup>3</sup> Les conclusions de l'autopsie ont été confirmées par deux experts indépendants que j'ai consultés.

Les autorités françaises affirment depuis novembre 2013 faire tout ce qu'elles peuvent pour élucider ce drame. Le 29 novembre 2017, lors d'un entretien à Abidjan (Côte d'Ivoire) à RFI et France 24<sup>4</sup>, Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République française, aurait déclaré, à propos des criminels présumés : « Nous continuons la recherche active. Je veux ici vous dire que l'engagement de la France est entier. Nous les retrouverons et ils paieront et nous éluciderons tout ce qui doit être élucidé. Je veux ici m'engager très solennellement. La France met tout en œuvre pour que toute la vérité soit faite sur cette affaire et la France met tout en œuvre pour pouvoir capturer les autres commanditaires de ces crimes »<sup>5</sup>.

## 6. Les suspects

Dans le cadre de l'enquête qui est menée en France, six suspects principaux auraient été identifiés.

La première personne soupçonnée d'être l'un des deux commanditaires serait [REDACTED]. Connu pour être [REDACTED] liée à AQMI, il serait le commanditaire de l'enlèvement, ainsi que de celui des 4 ressortissants français survenu à Arlit, une ville minière située au nord du Niger, en 2010. D'après les autorités françaises, une opération dans le massif de l'Adrar Asref au Nord du Mali se serait traduite par la « neutralisation » le 18 mai 2015 de quatre jihadistes présumés dont deux cadres importants, parmi lesquels [REDACTED]

Un deuxième commanditaire serait [REDACTED], [REDACTED], considéré maintenant comme l'un des leaders des groupes armés dans la région de Kidal. Il aurait été identifié en particulier parce que les membres du commando feraient partie de sa « katiba. » Il a été sous-officier de l'armée malienne, puis un membre de la katiba [REDACTED], avant de devenir émir de la katiba [REDACTED] également liée à AQMI.

[REDACTED] serait toujours en vie au moment à ce jour. Il s'agirait probablement du [REDACTED], membre de la « saryat » [REDACTED], déjà mis en cause dans l'enlèvement et la séquestration le 24 novembre 2011 à Hombori (Mali) de deux ressortissants français, [REDACTED] (tué au printemps 2013) et [REDACTED]. Il aurait été impliqué dans les négociations qui auraient permis la libération de [REDACTED] en échange, entre autres, de la libération de ses deux neveux emprisonnés à Bamako en décembre 2014. Un an après le meurtre des journalistes de RFI, [REDACTED] aurait donc été impliqué dans des négociations avec les autorités maliennes et françaises. Son implication dans l'enlèvement et le meurtre de Mme Dupont et M. Verlon aurait aussi été évoquée par M. François Hollande, l'ex-Président de la République Française : « *On a le cas*

<sup>4</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=U8k\\_4x8yRpU](https://www.youtube.com/watch?v=U8k_4x8yRpU)

<sup>5</sup> <https://www.rfi.fr/fr/france/20181102-ghislaine-dupont-claude-verlon-familles-veulent-plus-promesses>

██████████, sans doute détenu par ceux qui ont tué les deux journalistes et qui avaient tué Verdon... »<sup>6</sup>.

Le chef présumé du commando des 4 ravisseurs serait ██████████, propriétaire du véhicule qui aurait servi à l'enlèvement. Il serait actuellement en vie, actif dans la région de Kidal. Une autorisation de circulation au nom de ██████████ aurait été découverte dans le pick-up abandonné, aussi enregistré sous son nom. Plusieurs témoins l'auraient reconnu comme le chauffeur du pick-up dans les jours qui ont précédé l'enlèvement mais ne l'auraient pas reconnu comme étant le chauffeur du pick-up au moment de l'enlèvement. Il aurait fait l'objet d'une arrestation par les autorités maliennes en 2011 pour des faits d'association de malfaiteurs et de vol de véhicules de marque Toyota qui étaient revendus à des "islamistes au Mali". Détenu provisoirement il aurait été libéré, selon un témoin, dans des conditions troubles et jamais jugé.

Il aurait été découvert, suite à la déclassification d'une partie des documents liés au double meurtre, que ██████████, était connu des services de renseignement français, ayant été auditionné en Mars 2013, à Kidal, par des militaires français. Des données identitaires auraient été recueillies ce jour-là (photos face et profil, prénom, nom) mais des erreurs auraient été commises : il aurait été enregistré sous le nom de ██████████ et avec mention d'une date de naissance approximative, c'est-à-dire « ██████████ ». Par ailleurs, les empreintes digitales/papillaires n'auraient pas été recueillies.

Les autres membres présumés du commando seraient : ██████████ au Mali de 2005 à 2011, qui serait depuis décédé ; ██████████, qui aurait été tué ██████████ lors d'un engagement avec les forces françaises de l'opération Barkhane dans la région de Kidal. Un troisième homme dénommé ██████████, dont l'ADN correspondrait à celui retrouvé autour des poignets de M. Verlon, aurait été également tué.

Le quatrième membre présumé du gang serait ██████████. Le 2 novembre 2013 vers 20h, il aurait fait partie d'un groupe de trois hommes assoiffés qui seraient arrivés dans la zone ██████████ dans un campement à 17 kilomètres du lieu du crime. Aujourd'hui, ██████████ serait toujours vivant et actif dans la katiba de ██████████.

Trois des auteurs présumés seraient donc toujours en vie : Messieurs ██████████.

---

<sup>6</sup> « Un président ne devrait pas dire ça. Les secrets d'un quinquennat. » de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, Editions Stock

## 7. Manque de coopération

Il est rapporté qu'au cours de l'enquête, les autorités maliennes et françaises auraient refusés de coopérer à de nombreuses reprises. En témoigneraient les exemples ci-dessous :

### *Conversations téléphoniques*

En décembre 2013, à la fin d'une interview, le Président de la République française de l'époque, M. Hollande aurait indiqué « off record » être au courant d'une conversation interceptée après l'assassinat des deux journalistes dans laquelle ce qui ressemblait à un commanditaire reprochait à un membre du commando « d'avoir gâché la marchandise ». En octobre 2018, à la fin d'une interview, un directeur des services français du renseignement aurait confirmé devant trois journalistes l'existence de l'interception téléphonique révélée cinq ans plus tôt par François Hollande. Il aurait été convoqué par le juge d'instruction en décembre 2018, suivi en janvier 2019, par M. François Hollande.

Ces deux derniers auraient nié l'existence devant ce juge d'écoutes téléphoniques sur ce dossier. En mai 2019, les parties civiles auraient sollicité une confrontation devant le juge d'instruction qui l'a rejetée le 19 juin 2019. Cette dernière décision aurait été entérinée par le tribunal de première instance de Paris en janvier 2020. La même demande aurait été rejetée par la Cour d'appel de la Chambre d'accusation de Paris en juin 2020.

Si ces informations s'avéraient exactes, cela signifierait que les services du renseignement français disposeraient des numéros appelants et appelés lors de cette conversation téléphonique, ce qui constituerait un progrès dans l'obtention de preuves matérielles sur les suspects – progrès, qui selon ces éléments, serait délibérément entravé.

### *Identification formelle des suspects*

De même, dans le but de vérifier l'identité des suspects décédés et de permettre l'émission de mandats d'arrêt des autres, le juge d'instruction aurait fait parvenir au ministre de la Défense une requête de levée du secret défense afin d'apporter une certitude quant au décès présumé de 4 suspects. Il semblerait toutefois que les données transmises demeurent trop imprécises pour permettre de vérifications formelles.

### *Commissions rogatoires*

Le pick-up contenait de nombreuses informations, y compris celles liées au profil génétique des membres du commando. Il devrait donc être possible de comparer ces profils génétiques/papillaires avec ceux des suspects présumés « neutralisés » ou emprisonnés ou encore ceux de leurs familles présumées. Pour confirmer les identités des suspects, il aurait dû aussi être possible de compter sur l'exploitation des téléphones retrouvés sur le lieu des faits.

Or à ce jour, soit 7 ans après les faits, la plupart de ces renseignements continueraient à ne pas être disponibles.

Dans le cadre de la demande de coopération auprès du Mali, deux des suspects, [REDACTED] (frère présumé du commanditaire présumé de l'enlèvement, [REDACTED]), le chef présumé du commando, auraient fait l'objet de commissions rogatoires internationales, concernant entre autres, leurs empreintes papillaires et génétiques, et leurs communications téléphoniques, etc. Il semblerait cependant que jusqu'à ce jour, les autorités maliennes n'auraient pas pu ou voulu apporter l'aide demandée. Ainsi les empreintes papillaires des deux suspects n'auraient pas été fournies<sup>7</sup> et en raison de « l'insécurité dans la ville de Kidal », il aurait été impossible aux autorités de s'y rendre pour vérifier la matérialité de l'existence des membres de la famille de [REDACTED]. Il a donc été également impossible d'effectuer un prélèvement d'ADN les concernant en vue de l'établissement d'empreintes génétiques éventuelles.

Le commanditaire présumé, [REDACTED], aurait été colonel au sein de l'armée malienne. Il semblerait donc possible que l'armée possède, de par sa carrière passée, des éléments d'identité (empreintes ?) de [REDACTED]. Il semble cependant que rien de la sorte n'ait été communiqué à ce jour par les autorités maliennes.

De même, des informations liées aux communications téléphoniques n'auraient pas non plus été communiquées ni par les autorités maliennes ni par [REDACTED], l'opérateur malien, ou celles qui ont été remises ne sembleraient pas correspondre aux numéros demandés. Il semblerait cependant que 7 ans après les faits, [REDACTED] se soit maintenant déclarée disposée à collaborer.

#### *Le commanditaire présumé, interlocuteur de marque ?*

Au mois d'octobre 2020, soit près de 7 ans après les meurtres, au moins un ravisseur présumé aurait été nommé dans le cadre de la remise en liberté au Mali de 4 otages dits « d'Arlit » : une Française, un Malien et deux Italiens. L'Association « Les amis de Ghislaine et Claude » a alerté les médias et le gouvernement du Mali sur le fait que [REDACTED], soupçonné d'être l'un des commanditaires de l'assassinat des journalistes Ghislaine Dupont et Claude Verlan, aurait mené les négociations qui ont abouti à la libération des 4 otages sus-mentionnés ainsi qu'à la remise en liberté de 200 membres de groupes armés, en octobre 2020. A ce jour, les autorités maliennes n'ont pas nié son implication.

Les autorités françaises, quant à elles, auraient publiquement nié leur participation et contribution à ces négociations. Selon plusieurs experts, il est impossible que des négociations de telle envergure aient pu être menées sans l'accord actif, si ce n'est la participation directe, de la France. Cependant en raison de la position officielle de la France qui rejette toute négociation avec des groupes « jihadistes », sa participation se ferait dans le secret. Il a été de plus

---

<sup>7</sup> Elles n'auraient pas été capturées lors de leur garde à vue en 2011.

allégué que la France aurait apporté une couverture sécuritaire à l'échange proprement dit qui aurait été mené sur 3 à 4 jours.

8. Les motifs : lien entre la libération des quatre otages d'Arlit, le 29 octobre 2013, et le rapt de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, quatre jours plus tard dans la même région du Nord Mali

A ce jour, les motifs des kidnappeurs des deux journalistes demeureraient peu clairs. Les victimes ont été exécutées moins d'une heure après leur enlèvement dans des circonstances qui soulèvent de nombreuses questions quant aux motivations, modus operandi, et aux objectifs des kidnappeurs.

Une hypothèse est celle avancée par l'émission française "Envoyé Spécial" dans un reportage diffusé en janvier 2017. Les journalistes établissent un lien entre l'assassinat de Mme Dupont et de M. Verlon et la libération des quatre employés français de la compagnie [REDACTED] (connus comme les otages d'Arlit), enlevés par l'AQMI, au Niger, en 2010. Selon cette enquête, la libération de ces otages aurait été négociée par la France en échange d'une rançon qui s'élèverait à 30 millions d'euros. L'enlèvement et l'assassinat de Mme Dupont et M. Verlon, survenus quelques jours après la libération des otages [REDACTED], seraient l'acte des membres d'un bataillon lié à l'AQMI considérant qu'ils avaient été spoliés dans la transaction dans l'affaire d'Arlit. Les assassins de Mme Dupont et de M. Verlon auraient été identifiés comme étant des membres d'une brigade de l'AQMI qui, auparavant, aurait été chargée de surveiller ces otages<sup>8</sup>. Selon cette hypothèse, les meurtres des deux journalistes n'auraient pas été envisagés par leurs ravisseurs. Les journalistes auraient dû être conduits dans le désert pour être vendus à une katiba de l'AQMI. Toutefois, le plan des ravisseurs aurait échoué. Leur véhicule serait tombé en panne à la sortie de Kidal. Pris de panique, ils auraient alors décidé d'éliminer les otages avant de prendre la fuite à pieds.

Cette hypothèse serait également celle mise en avant par un détenu impliqué dans la destruction des mausolées de Tombouctou, aujourd'hui condamné par la Cour pénale internationale et emprisonné à La Haye. Selon lui, [REDACTED] était furieux contre la katiba d'Arlit, qui venait de recevoir une très grosse rançon en échange de la libération des quatre otages français et n'avait versé que très peu aux autres katiba. Du coup, [REDACTED] aurait donné des instructions à son lieutenant, [REDACTED], pour qu'il organise un nouvel enlèvement en vue d'une rançon. Toujours selon ce détenu, c'est parce que le commando était jeune et inexpérimenté qu'il aurait paniqué et tiré. Mécontents, les autres chefs jihadistes auraient alors donné l'ordre à [REDACTED] de revendiquer le crime au nom d'une vengeance antifranaïse. D'où le communiqué publié quatre jours après le crime.

---

<sup>8</sup> « On est au cœur d'un scandale d'Etat » : [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/journalistes-de-rfi/envoye-special-a-enquete-sur-l-assassinat-des-deux-journalistes-de-rfi-au-mali-onest-au-coeur-dun-scandale-detat\\_2036903.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/journalistes-de-rfi/envoye-special-a-enquete-sur-l-assassinat-des-deux-journalistes-de-rfi-au-mali-onest-au-coeur-dun-scandale-detat_2036903.html) : « L'assassinat des journalistes de RFI est-il lié à la libération des otages d'Arlit ? » : [https://www.lexpress.fr/actualite/societe/l-assassinat-des-journalistes-de-rfi-est-il-lie-a-la-liberation-des-otages-d-arlit\\_1872998.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/l-assassinat-des-journalistes-de-rfi-est-il-lie-a-la-liberation-des-otages-d-arlit_1872998.html).

Un témoin de la MINUSMA aurait suggéré lui aussi que l'acte aurait été commandité par des personnes qui connaissaient bien le programme des journalistes, qu'ils étaient de toute évidence pressés car ils n'auraient pas cherché à récupérer les affaires personnelles des journalistes, et que le motif était la recherche de rançon, motivée par la dernière libération d'otages (d'Arlit).

Le 19 mars 2016, lors d'un entretien accordé confidentiellement à l'Association « Les amis de Ghislaine et Claude », M. Jean-Yves Le Drian, alors Ministre de la défense, aurait-indiqué qu'il n'y a aucun élément qui lui permette de mettre en lien les enlèvements d'Arlit et ceux des journalistes de RFI. Il aurait suggéré qu'il y aurait eu « trahison » sans donner plus d'éléments. A ce jour, les familles n'ont toujours pas obtenu d'éclaircissement quant aux motifs et circonstances du meurtre des leurs.

#### 9. Secret défense

Il a été allégué que l'un des freins à la manifestation de la vérité consisterait dans l'utilisation, par les autorités concernées, du secret de la défense nationale. En effet, les demandes de déclassification successives formulées par la Justice française n'ont pas abouti ou pas de façon satisfaisante, le ministère de la Défense arguant que la classification secret défense est requise afin de « préserver les capacités et méthodes des services et assurer la continuité des opérations. »

Le 12 mai 2015, le juge d'instruction aurait fait une demande de déclassification de documents secret défense relatives :

- aux circonstances dans lesquelles ont été découverts les corps de Mme Dupont et M. Verlon (auteurs de la découverte, horaire et lieu de découverte, horaire auquel la hiérarchie militaire a été informée de cette découverte, constatations effectuées sur place et mesures prises après cette découverte) ;
- aux éventuelles interceptions téléphoniques réalisées en lien avec les faits et aux informations ainsi obtenues, notamment quant aux numéros de téléphone utilisés par des personnes pouvant faire partie de l'association de malfaiteurs terroriste ayant commandité et mis à exécution l'enlèvement des deux journalistes ;
- à l'ensemble des éléments recueillis sur l'identité des commanditaires, auteurs, co-auteurs et complices des faits, notamment au cours de l'opération militaire vers le début du mois de février 2015, visant à détruire une katiba touareg aux environs de Kidal proche de l'AQMI ; au mobile de ces enlèvements puis de ces assassinats.

En décembre 2015, le ministère français de la Défense finit par livrer 175 documents à la Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN), une commission composée de parlementaires et de haut-fonctionnaires français, qui ne joue qu'un rôle consultatif puisque le ministre de la Défense tranche en dernier ressort. La CCSDN a rendu un avis « favorable »

à cette première demande de déclassification, publiée par la suite au journal officiel. Ainsi ont été « déclassifiés » 100 documents suite à la requête du 12 mai 2015.

En février 2016, après un contrôle de cette déclassification par le ministère de la Défense, le juge d'instruction aurait reçu une centaine supplémentaire de documents déclassifiés. Dans ces documents, beaucoup de passages seraient blanchis ou raturés. Aucun document ne correspondrait aux allégations d'interception d'un échange téléphonique entre un ravisseur et un exécutant. Plus généralement, aucun document ne ferait référence à une écoute téléphonique. De plus, les documents déclassifiés demeureraient largement caviardés : des pages et des passages entiers manqueraient ou seraient noircis et donc illisibles. De ce fait nombre de ces documents seraient inutilisables.

Le 16 août 2016, une seconde demande de déclassification aurait été faite, concernant :

1. Les six suspects,
2. Des recherches signalitaires (empreintes, etc.)
3. Les trois téléphones des ravisseurs retrouvés dans le véhicule abandonné.

De nouveau la CCSDN a rendu un avis « favorable » à la déclassification partielle de ces documents, un avis ensuite revu par le ministère des armées. A la suite de cette requête, 21 documents auraient été déclassifiés mais comme pour les autres, cette déclassification ne serait que très partielle et de nombreux documents seraient tellement caviardés qu'ils seraient pratiquement inutilisables.

En réponse à deux questions écrites du sénateur de [REDACTED], en octobre 2019, du député [REDACTED], en novembre 2019, et une question orale du sénateur [REDACTED], le 14 janvier 2020, le ministre des Affaires étrangères, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et plus tard le ministère des Armées auraient expliqué que l'instruction est en cours mais qu'il n'est pas possible d'aller au-delà de ce qui a été fourni et autorisé par la Commission afin de respecter le secret défense et celui de l'instruction. Le ministère des Armées, pour sa part, a expliqué que les différentes décisions traduisent « un juste équilibre entre les exigences du fonctionnement de la Justice et celles de la protection des intérêts fondamentaux de la Nation. »

#### 10. Participation des familles

Sur le plan judiciaire, les familles et proches de Mme Dupont et de M. Verlon auraient été convoquées à des réunions d'information des parties civiles trois fois par les magistrats instructeurs depuis 2014. Vu son âge et sa forme physique, la maman de Mme Ghislaine Dupont n'aurait pas pu y assister. Souhaitant vivement y être représentée par une autre personne en plus de son

avocate, le juge aurait répondu que le code de procédure pénale ne le lui permettait pas.

Il aura fallu près de deux ans après leur demande officielle pour que l'association « Les amis de Ghislaine et Claude » soit reconnue « association de victimes du terrorisme » et puisse donc se porter partie civile dans le dossier. Plusieurs épisodes bureaucratiques auraient failli les en empêcher.

Les familles et les représentants de RFI auraient rencontré des représentants du gouvernement, dont le ministre de la Défense. Mais malgré leur demande, les familles et les associations partie civile n'auraient pas obtenu de rencontres avec des responsables de l'Etat-Major des armées afin qu'ils leurs donnent des éclaircissements et répondent à une partie de leurs questions relatives à ce drame.

#### 11. Toujours pas de mandats d'arrêt

Il est allégué que les éléments de preuve contre les suspects seraient trop faibles pour permettre un mandat d'arrêt et une procédure d'extradition car les deux répondent à des exigences strictes de fond et de forme. La crainte serait de voir les autorités maliennes refuser toute demande d'extradition sur une base aussi faible. Sur la forme, il est aussi suggéré qu'il y aurait une vraie difficulté à définir l'état-civil des suspects Touaregs. Or, la délivrance d'un mandat requiert que l'identité de l'individu visé soit clairement établie. C'est une difficulté qui pourrait à terme être contournée par l'ADN, mais comme indiqué ci-dessus, ces éléments n'ont toujours pas été remis à l'instruction.

### **B - PREOCCUPATIONS**

En relation avec les faits allégués ci-dessus, je souhaite attirer l'attention du gouvernement de Votre Excellence sur l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme qui établit que « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ». L'article 19 de cette même déclaration proclame que « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit (...) de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

L'article 6 (1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), ratifié par la France en 1980, affirme que « Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie ». Cet article « demeure également applicable dans les situations de conflit armé régies par les règles du droit international humanitaire, y compris à la conduite des hostilités. Les règles du droit international des droits de l'Homme et du droit international humanitaire sont complémentaires. Par conséquent, les pratiques contraires au droit international humanitaire, qui représentent un risque pour la vie de civils ou d'autres personnes protégées par le droit international humanitaire, notamment le fait de prendre pour cible des civils, constitueraient également une violation de l'article 6 du PIDCP. Les Etats doivent également enquêter sur les allégations ou soupçons de violations de l'article 6 dans les situations de conflit armé conformément aux normes internationales pertinentes susmentionnées.

L'article 3 commun aux Conventions de Genève interdit « les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes » des personnes civiles et des personnes hors de combat. Les quatre Conventions de Genève font figurer « l'homicide intentionnel » des personnes protégées parmi les infractions graves. L'interdiction du meurtre est reconnue comme une garantie fondamentale par les Protocoles additionnels I et II. Le meurtre constitue aussi un crime de guerre en vertu du Statut de la Cour pénale internationale, dans les conflits armés tant internationaux que non internationaux, ainsi que selon les Statuts des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda et du Tribunal spécial pour la Sierra Leone<sup>9</sup>.

Sans vouloir à ce stade me prononcer définitivement sur les faits qui m'ont été soumis, je souhaiterais souligner les zones d'ombre et les préoccupations suivantes quant à l'enquête menée.

#### 1. Obligation de protéger et d'alerter

##### *La situation sécuritaire à Kidal*

Selon certains experts de cette région, la situation sécuritaire à Kidal dans les semaines précédant l'arrivée de Mme Dupont et M. Verlan (novembre) ne semblait pas plus grave ni plus dangereuse qu'en juillet 2013 (date de la dernière mission de reportage des deux journalistes à Kidal lors des élections présidentielles maliennes).

L'expert indépendant des Nations Unies sur le Mali s'est rendu à Kidal le 26 octobre 2013 et y a rencontré des représentants de la MINUSMA, du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), du Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) ainsi que des organisations de la société civile. A cette occasion, il avait noté que la situation à Kidal, berceau des rébellions touareg récurrentes depuis l'indépendance, demeurerait fragile, marquée par une faible présence étatique et un contrôle limité de l'État sur la région. "En particulier, le MNLA continuait d'occuper le gouvernorat et la plupart des édifices publics de la ville. Il contrôlait aussi les antennes régionales de l'Office de radiodiffusion et télévision du Mali (ORTM), régulièrement utilisées pour diffuser des messages incitatifs à la haine et à la violence." (A/HRC/25/72).

Le même expert indépendant rapporte qu'à la fin de l'année 2013, les autorités gouvernementales rencontraient encore des difficultés à se rendre dans la région de Kidal en visite officielle et qu'au mois de décembre, plusieurs explosions meurtrières contre la MINUSMA entre autres se sont produites. Le MNLA se serait rendu responsable de violations graves des droits humains en particulier à Kidal et à Tombouctou, concernant l'assassinat de 22 victimes parmi lesquelles 21 civils et un élément des forces armées maliennes. Les éléments du MNLA ont été également impliqués dans des cas d'arrestation et de détention arbitraire, de torture, de recrutement et d'utilisation d'enfants, de pillage, d'extorsion et d'intimidation. L'expert indépendant fait aussi état de violations par les groupes armés, supposément associés à l'AQMI, y compris à Kidal tout au cours de cette période, dont des assassinats ciblés.

---

<sup>9</sup> [https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1\\_rul\\_rule89#Fn\\_50499808\\_00003](https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1_rul_rule89#Fn_50499808_00003)

A ces violations s'ajoutent des conflits intra et intercommunautaires graves. (A/HRC/25/72).

La situation sécuritaire se serait dégradée précisément dans les jours qui ont précédé l'arrivée de Mme Dupont et M. Verlon et pendant la semaine qu'ils ont passé à Kidal (précisément le 29/10/2013) en provenance de Bamako. En effet, la libération des derniers otages d'Arlit eut lieu le 29 octobre après remise de la rançon ou d'une partie seulement de la somme, soit à Kidal soit à proximité les jours précédents. De plus, des attaques récurrentes au cours des dernières semaines de villages isolés par des individus armés et des informations indiquant la présence de véhicules suspects dans certaines localités de la région de Mopti auraient dû encourager une grande vigilance. L'opération militaire combinée (française, malienne et MINUSMA) lancée le 24 octobre à Gao, aurait pu inciter les groupes armés se sentant acculés à commettre des actions meurtrières de représailles dans les régions du sud.

Pour des raisons a priori surtout logistiques, les deux journalistes avaient choisi d'être conduits par la MINUSMA et non par les forces françaises depuis Bamako jusqu'à Kidal. A Kidal, les deux journalistes avaient fait le choix de dormir chaque soir sous protection chez le gouverneur malien de Kidal.

#### *L'obligation de protection extra territoriale*

D'après lecture et l'analyse qu'en fait le Comité des droits de l'Homme des Nations unies, la responsabilité de protéger s'étend à toute personne relevant de la compétence de l'État, c'est-à-dire à toute personne dont la jouissance du droit à la vie dépend de son pouvoir ou de son contrôle effectif (observation générale n. 36, par. 63). Cela inclut les personnes se trouvant à l'extérieur de tout territoire effectivement contrôlé par l'État mais dont le droit à la vie n'en est pas moins affecté par ses activités militaires ou autres de manière directe et prévisible. En d'autres termes, un État peut être tenu de s'acquitter hors de son territoire de son obligation de protéger dès lors qu'il a les moyens de protéger le droit à la vie d'une personne qui se trouve face à une menace immédiate ou prévisible pour sa vie (A/HRC/41/36).

L'aptitude d'un État à assumer son obligation de protéger extra territorialement dépend du contexte, et il n'existe pas de formule « passe partout » en la matière. Un élément clef à prendre en considération est la nature et l'ampleur des activités, par exemple des activités de renseignement, que mène l'État hors de son territoire.

Cette grille d'analyse, émanant de la Rapporteuse Spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires sur la base de l'observation du Comité, semble s'appliquer aux autorités militaires françaises à Kidal. Il ne fait aucun doute que ces responsabilités peuvent être partagées avec d'autres parties prenantes militaires et civiles. Mais il demeure que la France avait probablement les moyens d'assurer cette protection et que les citoyens en question étaient Français.

Une fois qu'un risque pour la vie a été identifié, les États parties doivent réagir promptement et efficacement pour protéger les personnes exposées à une menace spécifique, notamment en adoptant des mesures spéciales telles que la mise à disposition rapide d'information et de conseil, la mise en place d'une protection permanente, la délivrance d'ordres de protection et d'éloignement contre des agresseurs

potentiels et, dans les cas exceptionnels et uniquement avec le consentement libre et éclairé de la personne menacée, la détention à des fins de protection.

Selon leurs collègues, les journalistes eux-mêmes n'auraient probablement pas voulu de mesures de protection. Il semblerait qu'à aucun moment, les journalistes eux même aient indiqué qu'ils faisaient face à des problèmes de sécurité. Selon la MINUSMA, ils auraient même spécifié qu'ils ne souhaitaient pas d'escorte de sécurité, vu que cela les empêcherait d'accomplir leur travail, et que cela pourrait intimider leurs interlocuteurs. Ils souhaitaient être totalement libres de leurs mouvements afin de mieux faire leur travail de journalistes. Il demeure que ces escortes ne leurs ont jamais été proposées. Si elles l'avaient été il aurait dû revenir à ces derniers et à leur hiérarchie RFI à Paris de décider d'accepter ou de rejeter l'offre de protection.

De telles situations posent des questions difficiles à la fois pour les autorités sur le terrain et les médias et supérieurs hiérarchiques des journalistes. Je ne suggère pas que les autorités devraient passer outre aux objections de journalistes qui cherchent à faire leur métier d'informer, y compris au péril de leur vie. Mais un "juste milieu" devrait être trouvé. Le devoir d'alerte pourrait jouer ce rôle.

#### *Un devoir d'alerte*

Les autorités ont le **devoir d'alerter** les victimes potentielles pour leur signaler les menaces qui pèsent sur leur sécurité. Le but d'un avis d'alerte est de signaler à la victime potentielle l'existence de la menace ou du risque qu'elle encourt et de lui permettre de prendre des mesures de précaution pour se protéger, ou de lui donner la possibilité de réfléchir aux mesures de protection que lui propose les autorités. Ce devoir d'alerte s'adresse non seulement à la police mais aussi à l'armée ou aux services de renseignements (A/HRC/41/36) De toutes les mesures pouvant découler de la responsabilité de protéger extra-territorialement, le devoir d'alerter est sans doute le moins contraignant pour l'État concerné.

Je suis particulièrement préoccupée par le fait que les autorités militaires ou civiles présentes sur le territoire, n'aient pas alerté les journalistes sur la détérioration récente et rapide de la situation sécuritaire dans la semaine précédant leur visite ou sur le fait qu'il y avait des risques accrus.

Mme Dupont et M. Verlon n'auraient reçu aucune notification les enjoignant à ne pas se rendre à Kidal pour raison de sécurité. Aucun avertissement ou conseil particulier de prudence, proportionnel à l'augmentation des risques ne semble leur avoir été adressés les jours précédents le 2 novembre par leurs interlocuteurs militaires. Cela ne semble pas en effet s'être produit, ni sur place lorsque les deux journalistes les ont rencontrés ou leur ont téléphoné plusieurs fois entre le mardi et le samedi, ni depuis Bamako ou Paris, directement ou via la rédaction de RFI.

Certaines autorités civiles françaises elles-mêmes ne semblaient pas connaître la présence des deux journalistes français à Kidal. Selon un haut responsable français au Mali, les autorités militaires françaises n'auraient pas prévenu l'Ambassade de France de leur présence à Kidal comme ils auraient dû le faire.

Selon les Principes de Minnesota relatif aux enquêtes sur les décès résultants potentiellement d'actes illégaux (2016)<sup>10</sup>, une enquête en bonne et due forme devrait permettre de repérer tout manquement à l'obligation d'alerte, d'information et de conseil, afin que soient prises toutes les mesures raisonnables susceptibles de réduire les risques pour la vie humaine et d'empêcher sa violation. Cela fait partie de l'obligation des Etats de protéger. L'enquête, soucieuse avant tout d'établir les faits, devrait également chercher à identifier les politiques et défaillances qui ont pu contribuer à la mort des personnes, et d'en dégager des tendances perceptibles le cas échéant. Dans cet esprit, il serait très souhaitable que les autorités judiciaires enquêtent afin de déterminer si la responsabilité de la France ou d'autres parties prenantes (Maliennes, MINUSMA, employeurs) étaient engagées. Même si la responsabilité pénale d'aucune partie n'était pas engagée, il serait hautement bénéfique de pouvoir déterminer quelles mesures auraient pu être prises et par qui afin d'assurer une meilleure protection des journalistes et de les alerter des risques encourus sans entraver leur mission d'informer de manière indépendante. De telles mesures pourraient être mises en œuvre par les autorités militaires et civiles présentes sur le terrain mais aussi les Nations Unies, et les employeurs des journalistes, dans ce cas-ci RFI.

## 2. L'obligation d'enquêter

Je tiens à souligner que le devoir d'enquête est un élément essentiel du droit des Droits de l'Homme et qu'il s'applique autant en temps de paix que dans le contexte de conflits armés. Les enquêtes et poursuites auxquelles donnent lieu les privations présumées illégales de la vie devraient être menées conformément aux protocoles internationaux pertinents, notamment le Protocole du Minnesota indiqué plus précédemment. Elles doivent permettre d'établir les faits pertinents, les responsabilités pénales, de faire en sorte que les responsables avérés soient traduits en justice, de prévenir l'impunité, d'éviter le déni de justice et de tirer les enseignements voulus pour réviser les pratiques et méthodes employées afin de prévenir de nouvelles violations.

Ce devoir promeut le principe de responsabilité individuelle et les possibilités de recours lorsqu'un droit fondamental comme le droit à la vie, a pu être enfreint. Il s'applique dans les circonstances qui impliquent des groupes armés non étatiques ou des acteurs non étatiques recherchés pour des crimes graves. L'impunité qui découle, par exemple, du fait de ne pas traduire en justice le ou les auteurs du crime s'inscrit en faux contre ce devoir et sape les fondements mêmes de la justice et de l'Etat de droit. Le fait de ne pas s'acquitter du devoir d'enquête dans les cas de privation de vie constitue une violation du droit à la vie. Il est indispensable d'engager des enquêtes et des poursuites afin de donner consistance au principe de responsabilité, de faire justice aux victimes, d'honorer leur droit à un recours et à une réparation, de répondre à leur droit à la vérité et de promouvoir, défendre et renforcer l'état de droit – et de prévenir de futures violations. En fonction des circonstances, il incombe également aux États de coopérer à l'échelle internationale aux enquêtes sur les homicides résultant potentiellement d'actes illégaux, en particulier lorsqu'elles portent sur une allégation de crime international, tel qu'une exécution extrajudiciaire.

En application du droit international, les enquêtes doivent être menées de manière

---

<sup>10</sup> [https://www.ohchr.org/Documents/Publications/MinnesotaProtocol\\_FR.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Publications/MinnesotaProtocol_FR.pdf)

- i) Rapide : les enquêtes doivent être menées de façon immédiate et proactive, en évitant les retards injustifiés afin de compléter les démarches nécessaires dans un délai raisonnable ;
- ii) Efficace : toutes les démarches doivent être menées de manière rigoureuse par des professionnels compétents en la matière, en suivant les procédures et méthodes adéquates ;
- iii) Exhaustive : cela signifie utiliser tous les moyens disponibles pour établir la vérité et identifier tous les responsables (matériels et intellectuels) et les failles systémiques qui ont rendu les violations possibles ;
- iv) Indépendante et impartiale : les organismes en charge de l'enquête doivent faire preuve d'indépendance et d'impartialité, en particulier à l'égard des personnes qui pourraient être impliquées dans les violations. L'impartialité exige que les procédures ne soient pas affectées par des idées préconçues ou des préjugés ;
- v) Transparente : l'enquête doit permettre au public d'examiner l'enquête et ses résultats pour éviter toute dissimulation ou tolérance d'actes illicites (A/74/159).

De plus, les enquêtes doivent permettre la participation des victimes à toutes les étapes du processus. Cela inclut de veiller à ce que les victimes disposent d'informations complètes, exactes, rapides et accessibles en fonction de leurs besoins ; d'assurer l'accès aux programmes de soins disponibles (aide médicale, psychosociale et judiciaire) ; de garantir la protection et la sécurité effectives des victimes survivantes et des témoins, et d'assurer la défense de leurs intérêts lors de toutes les procédures jusqu'à ce qu'elles obtiennent une pleine réparation.

Ces mesures sont d'autant plus indispensables, lorsqu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'un crime de guerre a été commis, obligeant l'Etat à mener une enquête approfondie, diligente et persévérante jusqu'à ce que puissent être poursuivis les responsables. Dans le cas où une violation du droit international humanitaire ne constituerait pas un crime de guerre et une enquête ne serait pas spécifiquement requise en vertu du droit international humanitaire, une enquête approfondie reste, en tout état de cause, nécessaire<sup>11</sup>.

Je ne mets pas en question la diligence et les efforts déployés dans la conduite des investigations par les juges d'instruction et les nombreux acteurs judiciaires et policiers depuis 2013. Toutefois, le fait qu'à ce jour ces investigations restent ouvertes sans perspective d'aboutissement final et d'un possible recours en justice contre les auteurs présumés du crime, soulève plusieurs questions quant à la qualité effective de l'enquête dans ce cas particulier.

<sup>11</sup> Protocole du Minnesota relatif aux enquêtes sur les homicides résultant potentiellement d'actes illégaux (paragraphe 20 – 22) : <https://www.ohchr.org/EN/Issues/Executions/Pages/RevisionoftheUNManualPreventionExtraLegalArbitrary.aspx>.

### 3. Efficacité de l'enquête

Même si l'obligation d'enquêter ne constitue pas une obligation de résultats, il n'en demeure pas moins que sept ans après les faits, après de multiples procédures opérationnelles et tactiques, et des investissements importants en personnes et en temps, des zones d'ombre troublantes demeurent :

- 1) il n'y aurait pas de preuves formelles qui permettraient d'identifier et d'arrêter les suspects présumés du double meurtre ;
- 2) il n'y a toujours pas d'éléments formels quant aux motifs ;
- 3) des personnes clef n'ont toujours pas été entendues ou ne l'ont été que très tard.

Très préoccupant est le fait que ces zones d'ombre sont largement le résultat direct de l'absence de coopération de la part des autorités militaires françaises (dans le cadre de la protection du secret défense) et des autorités maliennes.

#### *Identification des exécutants et commanditaires*

Selon le protocole de Minnesota, les enquêtes doivent au moins faire en sorte que toutes les mesures raisonnables soient prises pour identifier les personnes impliquées dans la mort [de la ou des victimes] et déterminer quelle est leur responsabilité individuelle à cet égard (para 25 (e))... L'enquête doit chercher à identifier non seulement les auteurs directs du crime, mais également toutes les autres personnes qui ont y ont contribué, y compris, par exemple, les responsabilités de supervision le long de la chaîne de commandement qui pourraient être complices (para 26). Les autorités doivent donc veiller aussi à ce que l'enquête porte sur les instigateurs ou commanditaires afin qu'ils soient condamnés en conséquence une fois identifiés. (CAT/C/HND/CO/1, para. 20). Les Etats se doivent donc – en vertu du principe de diligence - de démontrer qu'ils ont pris toutes les mesures nécessaires non seulement pour identifier, détenir et condamner les auteurs matériels de meurtres, mais aussi pour identifier les instigateurs. Toute enquête a pour but « de découvrir la vérité et de (...) poursuivre et punir éventuellement tous les cerveaux et auteurs des faits (...) et se devrait d'inclure tous ceux qui sont « intellectuellement et matériellement responsables. » (Osorio Rivera et famille c. Pérou para. 178 ; et Ibsen Cárdenas et Ibsen Peña c. Bolivie para. 155).

En l'absence d'informations montrant raisonnablement que l'État partie ou les Etats parties se sont acquittés de leurs obligations d'exercer la diligence voulue pour établir la vérité sur les faits qui ont abouti à des meurtres, la seule conclusion qui s'imposerait serait que les États parties ont violé les droits des victimes et de leurs familles au regard du paragraphe 3 de l'article 2, lu conjointement avec le para. 1 de l'article 6, et les paras. 9.4 et 9.5 du Pacte (PIDCP/C/128/D/3076/2017).

L'identification des suspects afin de permettre leur audition, arrestation et extradition devrait être l'étape clef de cette enquête. Or à ce jour, il semblerait que bien que les suspects aient été mentionnés maintes fois, les éléments de preuve nécessaires afin de procéder à des mandats d'arrêt et des interrogatoires seraient jugés insuffisants.

Je demeure cependant dubitative sur cet état de fait pour les raisons suivantes :

1. Je suis particulièrement étonnée, si ce n'est préoccupée, par le fait qu'à la suite de l'enlèvement et du double meurtre, les autorités maliennes et l'Armée française sur place n'auraient perquisitionné le domicile de [REDACTED] à Kidal. Il a été identifié très vite comme le propriétaire du véhicule qui a servi à l'enlèvement, un élément qui aurait dû ou pu permettre une perquisition de son domicile, quelque chose qui ne s'est à priori pas passé. Je suis aussi très étonnée que les autorités maliennes ou françaises n'auraient pas cherché à obtenir l'ADN des proches de [REDACTED] afin de les comparer aux multiples traces trouvées sur et dans le pick-up.
2. Les traces papillaires et les profils génétiques des auteurs présumés et décédés à la suite d'opérations militaires ou pour d'autres raisons auraient dû permettre d'isoler les traces et profils restant de la scène de crime.
3. [REDACTED] a été impliqué dans au moins deux négociations avec les autorités maliennes et françaises. Il est donc suffisamment connu, si ce n'est formellement identifiable. Cet homme était bien connu des autorités maliennes puisqu'il a pu être impliqué dans les négociations qui ont abouti à échanger 4 otages contre 200 prisonniers. Il a aussi été impliqué dans les négociations ayant trait à la libération d'un otage français, [REDACTED] en échange, entre autres, de la libération de ses deux neveux emprisonnés à Bamako en décembre 2014.
4. Durant ces 7 dernières années, les autorités françaises ont mené plusieurs opérations, certaines d'entre elles aboutissant à la mort des membres présumés du commando de kidnappeurs. Mais elles ne seraient jamais parvenues à identifier, situer, ou détenir [REDACTED], afin de le remettre aux autorités maliennes, alors que ce dernier aurait passé au moins la dernière année à négocier avec les autorités maliennes. Je suis aussi étonnée qu'au cours de ces négociations, aucune tentative n'aurait été faite d'obtenir des preuves de l'identité de [REDACTED].

#### *Les motifs*

A l'heure actuelle, les motifs de l'enlèvement, suivi de si près par le double-meurtre n'ont toujours pas été élucidés, ce qui demeure une source profonde de préoccupation et de souffrance pour la famille et les proches des deux journalistes. Ces dernières ont en effet le droit de demander et d'obtenir des informations précises sur les causes du meurtre de leur proche et de connaître la vérité sur les circonstances et les causes de celui-ci. Je tiens à rappeler que les enquêteurs doivent présumer que ces crimes contre les journalistes sont liés à leur travail, sauf preuve du contraire.

#### *Des auditions retardées*

L'audition (et la protection) des témoins constitue évidemment l'étape clé d'une enquête effective. Les personnes susceptibles de détenir des informations sur un homicide devraient être recherchées activement et sans relâche et auditionnées. Il ne fait aucun doute que les enquêteurs ont auditionné de nombreuses personnes en lien avec ces meurtres, dont des témoins directs et des militaires de la MINUSMA. Mais pourquoi, dès lors a-t-il fallu presque 7 ans après les faits, au mois de juillet 2020, pour que le militaire français, le premier sur la scène de crime, celui responsable de la course poursuite et de la découverte des corps soit finalement entendu par le juge d'instruction français après une première audition brève immédiatement après les faits en Novembre 2013 ? Je me réjouis bien sûr de ce développement mais je ne peux m'empêcher de trouver plus que troublant le laps de temps de 7 ans entre ces deux auditions.

Que dire du fait que le « [REDACTED] » n'ait jamais fait l'objet d'une audition, celui-là même qui a joué un rôle clé dans l'heure et les jours qui ont suivi l'enlèvement ? Combien d'autres témoins clef n'ont pas été entendus en raison de leur affiliation à l'armée française, les forces spéciales, ou les services de renseignement ? N'est-t-on pas à même de conclure que l'enquête ne soit pas prioritaire et que d'autres intérêts prédominent ?

Je suis particulièrement inquiète par le fait que cette enquête a demandé une capacité d'investissements, de ténacité et de persévérance de la part de la famille et des proches des victimes qui ne devrait pas être nécessaire à la bonne marche de la justice. L'exemple ci-après est troublant. En décembre 2013, l'ex-Président de la République, M. François Hollande, confie à des journalistes, l'existence d'une écoute téléphonique entre un exécutant et un commanditaire. En janvier 2014, le journaliste en question, auditionné par le juge d'instruction, relate cette confidence. Il en reviendra aux parties civiles de demander l'audition du Président de la République et d'un ancien Directeur de la DGSE. Ce dernier sera auditionné en décembre 2018, et le précédent en janvier 2019. Les deux nieront les confidences faites, peut être car elles tomberaient sous le coup de violations du secret-défense. Il reviendra de nouveau, en mai 2019, à l'avocate de la partie civile de demander une confrontation entre l'ancien directeur de la DGSE et le journaliste. La demande sera rejetée en première instance. Elle est actuellement devant la Cour d'appel de la Chambre d'accusation de Paris.

#### 4. Secret Défense et obligations d'indépendance, impartialité et transparence

À la vue de ces éléments, je suis particulièrement préoccupée par le fait que l'un des principaux freins à la manifestation de la vérité consisterait dans l'utilisation par les autorités concernées du secret de la défense nationale. En effet, une grande partie de documents demandés par la justice serait classée "secret-défense" et n'aurait pas été déclassifiée. Par ailleurs, plusieurs documents transmis à la justice sont caviardés de telle sorte que leur utilité est limitée.

En France, le secret de défense est strictement opposable au juge, ce qui signifie que pour qu'il/elle accède aux informations et puisse les utiliser, il faut qu'il/elle obtienne la déclassification du document par l'autorité pertinente – ici le ministère des armées - déclassification après avis de la Commission consultative du secret de défense

nationale (CCSDN)<sup>12</sup>. L'établissement de la CCSDN n'a pas résolu le problème de l'absence totale de contrôle. Je tiens à mettre en avant qu'il a ainsi été recommandé une restructuration du « secret-défense » qui permettrait une réelle gradation de la protection en fonction du degré de sensibilité des informations et d'organiser l'accès du juge à la majorité des documents pouvant l'intéresser<sup>13</sup>.

Dans la mesure où le « secret-défense » entraverait le cours de la justice ordinaire, je tiens à souligner que le droit des Droits Humains comprend également un droit d'accès à l'information. Dans ce contexte, je rappelle l'importance du droit à un recours effectif pour les victimes de violations des droits humains, tel que prévu par l'article 2 du PIDCP et l'article 8 de la DUDH et tel que reflété dans les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international relatif aux droits de l'Homme et de violations graves du droit international humanitaire de l'Assemblée générale des Nations Unies<sup>14</sup>.

Selon le Protocole de Minnesota, toute restriction à la transparence doit être strictement nécessaire pour servir un but légitime, comme protéger la vie privée et la sécurité des personnes concernées, garantir l'intégrité des enquêtes en cours, ou obtenir des informations sensibles concernant des sources de renseignements ou des opérations de l'armée ou de la police. Un État ne peut en aucun cas limiter son obligation de transparence dans le but que les responsables d'homicides ou d'autres violations graves des droits de l'Homme, n'aient à répondre de leurs actes, se faisant ainsi complice de ces crimes ou violations.

Par ailleurs, je renvoie le gouvernement français aux Principes globaux sur la sécurité nationale et le droit à l'information (dits « Principes de Tshwane »)<sup>15</sup> et, plus précisément, les références de ces principes relativement à la divulgation des informations concernant des violations des droits de l'Homme et du droit humanitaire. La section A du Principe 10 (1) et (2) prévoit en effet que :

- a) il existe un intérêt public impératif pour la divulgation d'informations concernant de graves violations des droits humains ou du droit humanitaire international, telles que les crimes contre le droit international et les violations systématiques ou fréquentes des libertés individuelles et des droits à la sécurité. Ces informations ne peuvent être retenues pour des raisons de sécurité nationale quelles que soient les circonstances ;
- b) Les informations concernant d'autres violations des droits humains ou du droit humanitaire sont soumises à une forte présomption de divulgation et ne peuvent en aucun cas être retenues pour des raisons de

<sup>12</sup> Créée par la loi 98-567 du 8 juillet 1998, codifiée aux articles L. 2312-1 à 2312-8 du Code de la défense, la CCSDN est composée de cinq mem-bres (Conseil d'Etat, Cour de cassation, Cour des comptes, Sénat et Assemblée), tous habilités par la loi à accéder aux informations classifiées. Voir : Sartre, Patrice, et Philippe Ferlet. « Le secret de défense en France », *Études*, vol. tome 412, no. 2, 2010, pp. 165-175.

<sup>13</sup> Sartre, Patrice, et Philippe Ferlet. « Le secret de défense en France », *Études*, vol. tome 412, no. 2, 2010, pp. 165-175

<sup>14</sup> <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/remedyandrepairation.aspx>.

<sup>15</sup> [https://www.justiceinitiative.org/uploads/7a3ed0c9-a694-4843-8a1a-0790e749c9d0/tshwane-french-20150209\\_0.pdf](https://www.justiceinitiative.org/uploads/7a3ed0c9-a694-4843-8a1a-0790e749c9d0/tshwane-french-20150209_0.pdf)

sécurité nationale d'une manière qui protège les responsables des violations ou qui empêche une victime d'accéder à un recours effectif ;

La décision El Masri de la Cour européenne des Droits de l'Homme fait référence au « droit à la vérité » en concluant que ce qui était l'ancienne République yougoslave de Macédoine n'avait pas enquêté de manière adéquate sur les allégations crédibles de torture. Ce faisant, la Cour a souligné « la grande importance de la présente affaire non seulement pour le requérant et sa famille, mais aussi pour d'autres victimes d'infractions similaires et le grand public, qui avait le droit de savoir ce qui s'était passé ». La Cour a rejeté toute tentative des autorités de se prévaloir du secret national ou secret défense afin d'échapper à leurs obligations dans cette affaire et dans des affaires semblables, notant : « Le concept de « secrets d'État » a souvent été invoqué pour entraver la recherche de la vérité... La Cour considère que [...] une réponse adéquate des autorités en enquêtant sur les allégations de violations graves des droits de l'Homme, comme en l'espèce, peut généralement être considérée comme essentielle pour maintenir la confiance du public dans leur respect de l'État de droit et pour empêcher toute apparence de complicité ou tolérance à l'égard d'actes illicites ».

Je tiens aussi à mettre en avant les principes d'indépendance et de transparence qui devraient caractériser toute enquête de ce type. Ces principes signifient que les enquêteurs et les mécanismes d'enquête doivent être et paraître indépendants et à l'abri de toute influence injustifiée. Leur indépendance doit être non seulement institutionnelle et officielle mais aussi réelle, que ce soit dans la pratique ou dans l'idée que le public s'en fait, et ce, à tous les stades de leurs procédures. Les procédures d'enquête et les résultats doivent être transparents, notamment en permettant un contrôle par le public et par les familles des victimes.

Guidée par ces principes, je considère l'influence des institutions militaires françaises et de leurs pratiques du secret-défense en l'espèce particulièrement préoccupante. Il est évident que la justice ne peut pas être instruite correctement tant que les informations critiques ne sont pas communiquées ou sont amputées de passages clefs. La mise en œuvre du secret-défense a entravé l'enquête judiciaire, a substitué un certain arbitraire à l'accès à la justice, et s'est traduite par un énorme préjudice pour les familles des deux victimes. Elle s'est aussi traduite par la négation du droit à l'information du public, des français, des journalistes et des parlementaires. Or comme le souligne les normes internationales approuvées par les Etats en matière de droits de l'Homme, le concept de « secret d'État » ne peut pas être invoqué pour entraver la recherche de la vérité et pour nier aux victimes et à leur famille la justice qui leur est due.

Il va sans dire que la transparence permet de procéder à un contrôle externe de l'efficacité des enquêtes, favorise le travail de l'enquête, l'établissement des faits et de la responsabilité et, partant, du renforcement de l'état de droit. L'absence de transparence est donc un frein à l'état de droit.

##### 5. Impunité, les décès ou disparitions des suspects

Conformément aux informations reçues, sept ans après leur crime, l'un des deux commanditaires et au moins deux des exécutants seraient morts, tués ou « neutralisés » selon la terminologie adoptée par les autorités françaises, au cours de combats. Les

autres (un commanditaire et deux exécutants) seraient toujours très actifs dans la région de Kidal.

Les autorités françaises auraient affirmé qu'il est dans leur intérêt de faire des prisonniers et de les interroger. Elles auraient ajouté que ces captures peuvent être très périlleuses pour les soldats français, dans la mesure où beaucoup de « djihadistes » se battraient jusqu'à la mort.

Je m'interroge cependant sur les fondements juridiques et les implications de ces 3 morts, qui pourraient être survenues dans le cadre de combats militaires ou pourraient constituer des assassinats ciblés commis sur le territoire du Mali.

Je suis bien consciente que la question de déterminer l'application du cadre juridique à telle ou telle situation est complexe. La complémentarité du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'Homme a été mise en évidence par des États, des organes internationaux et des juridictions internationales. Le principe bien établi selon lequel le droit international des droits humains continue de s'appliquer en temps de guerre et en cas de danger public exceptionnel a été confirmé par la jurisprudence internationale et par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme, dérogations comprises.

Dans le cadre du droit international des droits humains, les homicides intentionnels et planifiés sont illégaux et engagent la responsabilité de l'Etat. L'utilisation délibérée de la force meurtrière n'est licite que si elle est absolument nécessaire ; les moyens non létaux doivent d'abord être épuisés. Une personne ne peut être ciblée que si elle représente un danger pour la vie d'autrui et si le danger est immédiat. Mais même l'individu le plus dangereux doit être capturé plutôt que tué, tant qu'il est pratiquement possible de le faire, compte tenu de toutes les circonstances. Ainsi [REDACTED] et d'autres auraient pu ne pas être légalement tués simplement parce que c'était (beaucoup) plus facile que de les détenir et de les juger. De même, tant que la capture était pratiquement réalisable, le fait [REDACTED] et d'autres n'aient pas pris de mesures actives pour se rendre ne signifie pas qu'ils pouvaient légitimement être pris pour cible, tant qu'ils ne posaient pas un danger immédiat pour quiconque.

En revanche, en droit international humanitaire, un homicide délibéré est licite si la cible est une cible légitime (par exemple, un combattant ou un civil participant directement aux hostilités) et que l'homicide répond aux principes de distinction, de proportionnalité et de précaution. Dans un tel scénario, cependant, se pose la question des garde-fous mis en place pour réduire les pertes en vies humaines et pour garantir que le gouvernement cible la bonne personne. Afin d'éviter les erreurs visant des civils ayant droit à une protection contre les attaques directes, il est particulièrement important que toutes les précautions possibles soient prises. En cas de doute, la personne en question doit être présumée protégée contre les attaques directes. Le fait qu'une catégorie particulière de personnes ne soit pas protégée contre les actes de violence offensifs ou défensifs n'équivaut pas à un droit légal de tuer ces personnes sans autre considération. Dans le même temps, l'absence d'un « droit » absolu à tuer n'implique pas nécessairement une obligation légale de capturer plutôt que de tuer quelles que soient les circonstances. Le type et le degré de force autorisés dans les attaques contre des cibles militaires légitimes devraient être déterminés, tout d'abord, sur la base des

principes fondamentaux de la nécessité militaire et de l'humanité, qui sous-tendent et informent le droit humanitaire international. Il est illégal d'utiliser la force létale lorsqu'un combattant peut clairement être rendu hors de combat tout aussi facilement - et sans mettre en danger la partie attaquante - par blessure ou capture plutôt que par mort. Cette règle est inscrite dans l'interdiction des blessures superflues et des souffrances inutiles.

Pour ce qui est de savoir quel cadre juridique s'applique, je rejette le principe du *Lex Specialis*, une position que je partage avec beaucoup d'autres experts (A/HRC/44/38). Je préconise une autre méthode, celle de l'intégration systémique, qui découle du paragraphe 3 c) de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités et qui a été appliquée par la Cour internationale de Justice. Elle demande que les différentes règles du droit international soient utilisées pour évaluer la situation et/ou faciliter une interprétation téléologique des droits consacrés par la Convention. Cette méthode est conforme aux clauses dérogatoires du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des instruments régionaux, applicables dans les circonstances exceptionnelles d'un danger imminent ou d'une guerre. Elle est étayée par la jurisprudence contemporaine.

J'estime que ces analyses contextuelles et situationnelles sont indispensables à toute bonne appréciation de l'emploi de la force, y compris dans des scénarios de maintien de la paix. En apprécier la conformité au droit international des droits humains suppose d'appliquer les critères de nécessité, de proportionnalité et de précaution dans le cadre d'une analyse de la situation qui tienne compte du lieu, des circonstances, des possibilités d'une résistance armée et de la planification en jeu. En outre, cela signifie que l'emploi de la force létale ne peut pas être justifié ou autorisé lorsqu'il n'est pas nécessaire, ou lorsqu'il peut causer un préjudice disproportionné ou peut être raisonnablement évité grâce à des mesures de protection réalistes.

Ces principes tendent à souligner que l'obligation de faire respecter la loi et l'Etat de droit demeure : la primauté du droit doit être préservée en temps de guerre comme en tant de paix. Quel que soit le criminel, il a droit à une procédure régulière et ses victimes à la reconnaissance, à la documentation et à la vérité. En aucun cas est-il possible de considérer que la « neutralisation » de certains individus, suspectés du meurtre des deux journalistes, constituerait en soi une forme de justice. Leurs morts, même si elles sont légales, ce qui demeure à établir en l'absence d'enquêtes, ne peuvent pas s'apparenter à une justice rendue. Au contraire, ce peut être un déni de justice.

A ce jour, cependant, il n'ait pas possible d'examiner les circonstances et la légalité du décès des trois suspects du meurtre de Mme Dupont et Mr Verlant. Si des enquêtes ont été diligentées (comme elles auraient dû l'être), elles n'ont pas été rendues publique. Pourtant, ces morts sont partie prenante d'une enquête que les autorités françaises ont soi-disant privilégié, et s'inscrivent dans la mise en œuvre de l'intervention militaire française au Mali, une politique qui soulève de nombreuses questions d'intérêt publique.

#### 6. Participation de la famille et proches

Je rappelle qu'il est important que les membres de la famille ou d'autres proches d'une personne décédée ou disparue puissent participer à l'enquête pour que celle-ci

soit efficace. L'État doit permettre à tous les parents proches de participer efficacement à l'enquête, sans pour autant en compromettre l'intégrité. Les proches devraient se voir accorder le droit d'ester en justice et les mécanismes ou autorités d'enquête devraient les tenir au fait des progrès de l'enquête, à tous les stades de celle-ci et en temps voulu. Les autorités chargées de l'enquête doivent permettre aux proches de formuler des suggestions et des arguments concernant les mesures d'enquête qu'ils estiment nécessaires, de fournir des éléments de preuve et de défendre leurs intérêts et leurs droits tout au long de la procédure. Ils devraient être informés de toute audience convoquée dans le cadre de l'enquête et y auront accès, et se voir communiquer toute information concernant l'enquête en cours.

Ces principes sont au demeurant non seulement techniques mais ils sont aussi des principes de compassion et d'empathie. Dans ce cadre, je me dois de signaler que mes entretiens avec les familles et parties prenantes ont mis en avant des sentiments de détresse profonde, une perception aigüe que tout n'est pas dit ou entrepris, la sensation d'être oublié ou trompé. Il s'agit bien ici, selon moi, d'un échec troublant de la part des autorités françaises.

#### 7. Sept ans après les faits, une justice bafouée

Je souhaiterais rappeler que le système judiciaire national a un rôle à jouer pour assurer la mise en œuvre du droit à la vérité et de l'obligation de rendre compte de ses actes dans l'ordre juridique interne. Les juges et les cours et tribunaux internes d'un État sont également liés par les obligations incombant à cet État en vertu du droit international et sont tenus d'assurer l'accès sans aucune entrave à l'institution judiciaire pour intenter toute action en justice motivée par des griefs fondés au regard du droit interne. Eu égard à l'importance du droit à la vérité et de l'obligation de rendre compte de ses actes, l'appareil judiciaire interne se doit de soumettre à l'examen le plus approfondi les arguments avancés par le pouvoir exécutif afin d'exciper de l'immunité de juridiction pour des motifs tenant à la sécurité nationale. Les arguments avancés par le pouvoir exécutif pour justifier les demandes d'exemption des règles normales de divulgation dans une procédure judiciaire doivent faire l'objet de pareil examen. Comme il est indiqué dans les Lignes directrices du Conseil de l'Europe sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits de l'Homme, la nécessité de faire rendre compte publiquement découle de ce que l'élimination de l'impunité n'a pas seulement pour objet de rendre justice aux victimes, mais aussi d'avoir un effet dissuasif pour prévenir la commission de nouvelles violations ainsi que de préserver l'état de droit et la confiance de l'opinion publique dans le système judiciaire<sup>16</sup>.

Je tiens à exprimer ma plus vive préoccupation quant à l'absence de justice rendue quelque sept ans après les faits. Je suis particulièrement étonnée par le fait que bien que l'identité des suspects soit connue depuis plusieurs années - et ce malgré l'imposition du secret-défense sur certains aspects importants de l'enquête - aucun mandat d'arrêt international, en particulier à destination du Mali, n'a été émis. Selon

<sup>16</sup> *Mutatis mutandis*, Principes directeurs relatifs à la mise en œuvre de l'obligation de rendre compte pour les agents publics auteurs de violations graves ou systématiques des droits de l'homme commises dans le cadre d'initiatives antiterroristes cautionnées par les États, Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste (A/HRC/22/52).

les informations obtenues, les autorités maliennes n'ont jamais été saisies afin de procéder à une arrestation ou une extradition.<sup>17</sup>

L'absence de mandats d'arrêt internationaux serait due à l'absence d'indices graves ou concordants rendant vraisemblable que [REDACTED] aient pu commanditer ou participer aux enlèvements et meurtres des deux journalistes. J'ai mis en lumière plus haut mes préoccupations en lien avec les recherches faites dans les jours ou semaines qui ont suivi les deux meurtres.

Je comprends que la situation au Mali soit complexe, que le ou les conflits qui s'y déroulent empêchent l'État Malien et les autorités Françaises, y compris les forces armées de Barkane de se conformer à tous les éléments propres aux enquêtes, comme l'interrogatoire des suspects et témoins. Mais que dire du fait que le commanditaire présumé de l'enlèvement des deux journalistes français ait négocié la remise en liberté de 4 otages, dont une Française, en échange de 200 détenus et une rançon monétaire de plusieurs millions d'Euros ? Comment peut-on réconcilier ce rôle avec le fait qu'il ait échappé, pendant 7 ans, à toute arrestation, interrogatoire, ou que supposément les autorités françaises comme maliennes ne soient pas en mesure de l'identifier formellement, bien qu'elles aient évidemment traité avec lui ? Et que dire du manque de transparence qui a entouré le rôle de [REDACTED] dans ces négociations ? Peut-on se mettre à la place des familles de Ghislaine Dupont et de Claude Verlant confrontés à l'annonce de ce rôle et au silence des autorités qui n'ont même pas eu la décence de les prévenir eu égard au sacro-saint secret qui entoure de telles négociations ? Il s'agit bien sûr de principes éthiques, moraux mais aussi de leurs droits qui ont été bafoués - le droit de savoir. Je rappelle aussi le devoir des autorités de consigner et d'expliquer publiquement les contraintes auxquelles ils font face et les raisons du manquement à la mise en œuvre de toutes leurs obligations.

A ces faits récents s'ajoutent l'absence de mesures prises afin d'émettre des mandats à l'égard des principaux suspects, et des demandes d'extradition. Je m'interroge aussi sur l'absence de commissions rogatoires, autres que celle de 2014. Je m'interroge sur le fait que d'autres commissions rogatoires n'aient pas été considérées, par exemple afin de permettre des enquêtes plus poussées sur le sol malien.

La loi de 1962 sur l'entraide judiciaire entre le Mali et la France et les pratiques et précédents dans ce domaine au cours des dernières décennies, tendent à mettre en lumière une coopération active entre le France et le Mali, y compris dans le cadre d'interrogatoires de suspects sur le territoire malien (article 9, loi de 1962) et de la participation de juges d'instruction français. On peut donc s'interroger sur ce qui est propre à ce crime qui n'aurait pas permis une même coopération.

De plus, n'aurait-il pas fallu laisser aux autorités maliennes le choix de rejeter des mandats d'arrêt provenant des autorités judiciaires françaises, et dans le même temps, d'expliquer la participation du suspect numéro un aux négociations pour la libération des 200 membres présumés de groupes armés. Le commanditaire présumé du double assassinat vient probablement de recevoir des millions et a renforcé son autorité en négociant la remise en liberté de ces militants.

---

<sup>17</sup> Interpol n'a semble-t-il pas été saisi, et des notices rouges n'auraient pu être lancées afin de localiser et de procéder à l'arrestation provisoire de ceux impliqués dans l'enlèvement et le double meurtre.

Finalement, en lançant des mandats d'arrêt internationaux, les autorités judiciaires françaises auraient au moins signalé leurs intentions et leur détermination. Les familles et les proches auraient aussi été rassurées quant à la bonne marche de l'enquête.

## C - QUESTIONS

Je reconnais la complexité de l'environnement, les incertitudes, l'insécurité et donc les difficultés à faire avancer l'enquête. Dans de telles conditions, la transparence aurait dû être et reste de mise ; ainsi que la construction de relations de confiance avec les familles et les associations constituées en partie civile. En fait, les allégations font état du silence et du manque de transparence de l'armée, d'une enquête qui peine à aboutir à quelque chose de concret, ce qui revient à une victimisation supplémentaire des familles, collègues et amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon.

Je recommande que le Gouvernement Français, ainsi que les autres acteurs institutionnels concernés, poursuivent cette affaire avec le niveau de diligence, de persévérance et de détermination nécessaires. Ceci nonobstant le temps, les ressources et les efforts qu'une telle poursuite de la justice peut demander. Je reste à la disposition du Gouvernement de votre Excellence pour fournir toute assistance utile afin de le soutenir dans les démarches à entreprendre à cet égard.

Comme il est de ma responsabilité, en vertu du mandat qui m'a été confié par le Conseil des droits de l'Homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à mon attention, je serais reconnaissante au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants :

1. Veuillez fournir toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez fournir un compte rendu détaillé de la séquence des événements, du contexte et des circonstances ayant mené à la mort de Madame Dupont et de Monsieur Verlon ;
3. Veuillez indiquer quel est l'état d'avancement de l'enquête actuellement en cours devant le Tribunal de Paris ainsi que les démarches envisagées pour la poursuivre et faire toute la lumière sur le meurtre des deux journalistes ;
4. Veuillez fournir toute information relative aux mesures adoptées, ou qui vont être adoptées, pour assurer le plein respect des droits des proches des victimes, y compris en ce qui concerne leur droit à une information aussi complète que possible, une réparation adéquate, même sous forme d'indemnisation, le cas échéant.
5. Pourquoi certains organisateurs de l'enlèvement et parmi eux les tueurs présumés ne sont-ils toujours pas retrouvés et arrêtés alors qu'ils se déplacent ou vivent encore dans une zone du nord Mali qui reste une région sous haute surveillance via d'importants moyens techniques et

humains, bénéficiant d'une coopération internationale "anti-terroriste" conséquente ?

6. Une liste de commanditaires et de membres présumés du commando est connue depuis longtemps. Elle est quasiment la même depuis six ans et trois d'entre eux seraient encore vivants. De quels moyens les militaires usent-ils encore aujourd'hui pour chercher à les arrêter afin de les présenter à la justice malienne ou/et française ?
7. Si l'existence de zones d'ombre sur la tragédie de Kidal est due à des considérations géopolitiques ou sécuritaires, pourquoi aucune démarche officielle ou officieuse n'a jamais été entreprise en direction des parents et des collègues de Mme Ghislaine Dupont et M. Claude Verlon pour leur expliquer la complexité des enjeux ?
8. Quelles actions concrètes - et avec quels résultats - ont été entreprises depuis 2017 pour que *"tout ce qui est à élucider (soit) élucidé"* comme s'y est engagé publiquement le Président de la République M. Emmanuel Macron *"très solennellement"* ? *"La France met tout en œuvre pour que toute la vérité soit faite sur cette affaire et pour pouvoir capturer les autres commanditaires de ces crimes"* a ajouté M. Macron.
9. Pourquoi aucun responsable de l'armée française n'a contacté les familles ou n'y a été autorisé depuis six ans ? Pourrait-il être envisageable que les familles et les proches puissent rencontrer les responsables militaires qui pourraient leur livrer directement et face-à-face leur version des événements du 2 novembre ?
10. Il est anormal et troublant que dans le contexte et les conditions connues de leur séjour à Kidal, Mme Dupont et M. Verlon n'aient pas bénéficié d'une information, de conseils et d'une surveillance minimum de la part des autorités militaires présentes, ce qui aurait pu contribuer sinon à les protéger, du moins à s'entourer de précautions supplémentaires, d'autant que leur enlèvement a semblé pour le moins "amateur". Une enquête pourrait-elle être diligentée à ce sujet ?
11. Si l'impunité de certains suspects (commanditaires ou ravisseurs) serait liée à la protection dont ils bénéficient de la part de certains acteurs sécuritaires, quelles démarches ont été entreprises pour que cela cesse ?
12. Pourquoi aucune demande de mandat d'arrêt international n'a été émise par les autorités judiciaires françaises chargées du dossier ?
13. Pourquoi les commanditaires et exécutants présumés de ce double meurtre – dont trois seraient encore vivants - n'ont-ils pas fait l'objet d'interrogatoires par le gouvernement malien, les forces françaises sur place, ou d'audition par un juge d'instruction français dans le cadre de l'accord de coopération judiciaire avec le Mali ?

14. Autant la justice que certaines enquêtes journalistiques soulignent le rôle essentiel dans le rapt du propriétaire du véhicule des ravisseurs - [REDACTED] - mais aussi de ses relations troubles et anciennes avec plusieurs groupes criminels auteurs d'autres prises d'otages et divers services de renseignement. Ces activités font de ce personnage un témoin central pour comprendre ce qui s'est passé et pourquoi. Or, il continue à circuler mais aussi à s'activer aujourd'hui dans la même région de Kidal. Pourquoi les forces françaises (ou la MINUSMA) ne semblent toujours pas résolues à l'arrêter (vivant) et à l'interroger ?
15. Quelle est la position du Gouvernement français quant aux Principes globaux sur la sécurité nationale et le droit à l'information (dits « Principes de Tshwane ») et en particulier sur la section A du Principe 10 (1) et (2) qui prévoit en effet que l'intérêt public dans le cas de graves violations du droit international prime sur les considérations de sécurité nationale, et ce afin que dans ces cas, le travail de la justice puisse être mené à bien de façon à ce que les responsables et co-responsables de ces crimes soient poursuivis ?
16. Quelles mesures entend engager le Gouvernement français pour s'assurer que le secret-défense, invoqués par le Ministère des armées pour ne déclassifier qu'une fraction des documents liés au meurtre des deux journalistes, ne constitue pas une couverture pour protéger des personnes ayant des responsabilités dans ces crimes, justifier ainsi leur impunité éventuelle et celle de ces crimes ;
17. Le Gouvernement français compte-t-il engager une enquête administrative pour établir la vérité sur le rôle des forces spéciales françaises (force Sabre) suite à l'enlèvement, parallèlement au travail de la justice et de l'instruction en cours ?
18. Quelles sont les conditions légales de levée du secret-défense dans le cadre d'une enquête du type de celle qui est en cours depuis sept ans, au regard du droit français, mais aussi des obligations de la France en matière du droit des droits de l'Homme (PIDCP, CAT) afin de permettre que justice soit faite 1) en général et 2) dans le cas qui nous occupe ?
19. Le Gouvernement français est-il prêt à accepter de nouvelles demandes de déclassification de pièces "secret défense" de la part des juges ou à la demande des parties civiles ?
20. Les autorités françaises sont-elles disposées à exiger des responsables militaires et des membres des cabinets ministériels en fonction à l'époque, qu'ils témoignent devant les juges de la réalité des faits liés aux événements du 2 novembre 2013 ?

Je serai-reconnaissante de recevoir une réponse de votre part à ces questions dans un délai de 60 jours. Passé ce délai, cette communication, ainsi que toute réponse reçue du gouvernement de votre Excellence, seront rendues publiques sur le site internet

rapportant les communications. Elles seront également disponibles par la suite dans le rapport habituel présenté au Conseil des Droits de l'Homme.

Je me réserve le droit, d'exprimer publiquement mes préoccupations quant aux allégations décrites dans la présente communication. Je considère en effet que ces informations soulèvent des interrogations légitimes en matière de droits de l'homme auxquelles les autorités françaises devraient donner réponse de la manière aussi transparente qu'il se puisse. La tension entre le droit légitime des familles des victimes à l'information, à la vérité, et à la justice – la vérité étant une première forme de réparation - ainsi que plus largement celui des citoyens de savoir, d'une part, et le « secret défense » d'autre part, sa valeur et ses limites, me paraissent devoir faire l'objet d'un débat public, au moins devant le Parlement. Toute expression publique de mes préoccupations indiquera que j'ai pris contact avec le Gouvernement de votre Excellence afin de clarifier le sujet en question.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Agnes Callamard  
Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou  
arbitraires